

La relation franco-maronite aux confluent des années 1839-1841 : Crises, isolement et tensions / The Franco- Maronite relationship during the confluent of the years 1839-1841: Crises, isolation and tension

*Jad Kossaiyf, Faculté Pontificale de Théologie, Université Saint-Esprit de Kaslik
(USEK)*

Abstract

France's role in the Levant was closely linked to the emergence of the Maronites as a political force on the eastern chessboard in the 19th century. However, in the years 1839-1841, two major crises marked the failure of Eastern French diplomacy and the turning point in Franco-Maronite relations: the war between Egypt and the Ottoman Empire on the one hand and the revolt of the Maronites of Mount Lebanon on the other hand. The first resulted in the exclusion of France from the European concert, symbolized by the Treaty of London (1840). The second weakened the link between France and the Maronite community of Mount Lebanon. However, the years 1831-1841 constituted a period of refoundation between the French and Maronite community. First there was a political refoundation, then a cultural refoundation. The way is now open for a deepening of the ties between the two entities.

Dans les années 1839-1841, deux crises majeures marquent l'échec de la diplomatie française orientale et le tournant dans les rapports franco-maronites : la guerre entre l'Égypte et l'Empire Ottoman d'une part et la révolte des Maronites du Mont-Liban d'autre part. La première aboutit à l'exclusion de la France du concert européen, symbolisée par le traité de Londres (1840). La deuxième affaiblit nettement le lien entre la France et la communauté maronite du Mont-Liban.

Les premières déconvenues françaises : la défaite diplomatique de Londres (15 juillet 1840) et la révolte maronite au Mont-Liban (mai/juillet 1840).

Le tournant des années 1839-1841 : succès anglais, fronde maronite et désillusions française

À la fin du mois d'avril 1839, les hostilités reprennent entre la « *Turquie* » et « *l'Égypte* ». L'Empire ottoman, et l'Angleterre plus indirectement, y ont une responsabilité considérable. Cependant, l'Empire ottoman est balayé le 24 juin 1839 par Ibrahim Pacha près de la ville de Nisibe. Cette déconvenue militaire aurait dû profiter à la France, mais elle renforce au contraire l'Angleterre. Toutefois trois raisons principales expliquent ce revers diplomatique.

La première raison réside dans le rapprochement qu'opère la France avec les puissances européennes au lieu de soutenir son allié victorieux. En effet, la France contribue à l'europanisation de la question d'Orient en s'entremettant aux côtés des puissances européennes. Au regard de la nette victoire de son allié égyptien, la stratégie du gouvernement français paraît donc curieuse car la France aurait pu se présenter en position de force aux négociations. Or, le maréchal Soult¹ adresse une note écrite au Divan par les ambassadeurs des cinq grandes puissances européennes représentées à Constantinople, la France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse, par laquelle, les européens enjoignent la Porte Sublime « *à suspendre toute détermination définitive, sans leur concours, en attendant l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent*² ».

1 Militaire et homme d'État français (1769-1851). Ministre de la Guerre, il est le principal instaurateur de la Légion étrangère en 1831. Trois fois chef du Gouvernement, il détient le record de longévité à ce poste (9 ans). En 1847, il reçoit du roi Louis-Philippe le titre unique de « *maréchal général de France* ».

2 M. SABRY, *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*. Égypte, Arabie, Soudan, Morée, Crète, Syrie, Palestine : histoire diplomatique d'après des sources privées et des documents inédits recueillis aux archives du Caire, de Paris, de Londres et de Vienne, P. Geuthner, Paris, 1930, p. 436-437.

La deuxième raison de l'échec diplomatique de la France se trouve dans son incapacité à prendre parti entre l'Angleterre et la Russie ce qui a pour conséquence de rapprocher ces deux derniers pays. Or, ces deux options complètement antithétiques avaient chacune leurs avantages. En effet, soutenir l'Angleterre aurait pu contribuer à isoler l'Empire des tsars sur la question égyptienne mais également sur celle des détroits. L'étreinte russe autour de Constantinople aurait ainsi été considérablement diminuée. En revanche, cette solution impliquait d'aider l'Angleterre dans son effort de contenir Méhémet Ali et donc d'abîmer la relation avec son ancien allié égyptien. À l'inverse, la deuxième option, plus audacieuse, consisterait à se rapprocher de la Russie. Celle-ci donnerait libre court aux ambitions de Méhémet Ali que les deux puissances soutiennent pour des raisons différentes. La France y voit un moyen d'accroître son influence en Orient tandis que l'Empire russe y trouve l'opportunité de renforcer sa domination sur un empire turc tronqué et affaibli et bénéficier du contexte pour arriver, si possible, à l'eau chaude. Cependant, l'inconvénient de cette option est de s'isoler des autres puissances européennes. Le cabinet Soult refuse de trancher entre ces deux options. Il néglige les ouvertures discrètes du ministre des Affaires étrangères russe Nesselrode et se montre exigeant face à l'Angleterre. Lorsque le ministre des Affaires étrangères anglais Palmerston lui propose un projet de règlement de la crise³, Soult lui oppose une fin de non-recevoir.

Enfin, la dernière raison qui empêche la France de tirer parti de cette crise tient à sa tentative infructueuse d'obtenir un arrangement direct entre l'Empire ottoman et l'Égypte. En effet, Adolf Thiers, qui remplace Soult à la tête des Affaires étrangères tente par un dernier effort diplomatique de court-circuiter les négociations avec les puissances européennes. Cette tentative avait pourtant toutes ses chances de réussir tant la victoire d'Ibrahim Pacha était incontestable. De plus, les puissances européennes hormis l'Angleterre, semblaient même favorables à un tel accord. Mais cette tentative se heurte à la réticence de la Porte et à l'activisme diplomatique de l'Angleterre.

Les conséquences de ces trois erreurs sont considérables à deux égards. Elles contribuent tout d'abord à l'affaiblissement de la France, dont la perte d'influence au Moyen Orient est considérable. À l'inverse, l'Angleterre en ressort renforcée alors même que son allié a subi une défaite militaire. D'ailleurs, la victoire diplomatique britannique ne s'explique pas uniquement

3 F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, Michel Lévy frères, 1858-1867, p. 364-365.

par les erreurs françaises. La diplomatie anglaise a su provoquer cette réussite en agissant sur deux axes principaux. En premier lieu, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères s'emploie à créer des alliances favorables à l'Angleterre en se rapprochant des puissances germaniques. Contrairement à la France, l'Angleterre engage aussi des négociations importantes avec la Russie qui se montre très réceptive aux efforts anglais en raison de son désir de fracturer l'union des nations maritimes. Par conséquent, l'Angleterre parvient à créer un axe contre l'Égypte de Méhémet Ali autour des quatre puissances européennes, déterminées à se répartir ses possessions syriennes. En deuxième lieu, c'est bien la victoire britannique dans la bataille de l'opinion ottomane qui sera déterminante dans le succès diplomatique anglais. Le 3 novembre 1839, encouragé par Lord Ponsonby, le jeune sultan Abdul Majid promulgue le « *Khatti-cherif* » (décret du Sultan) de « *Gülhané*⁴ » qui a pour but de réformer l'administration ottomane en y introduisant plus de justice fiscale et de sécurité financière. Cette réforme contribue à accorder, à renforcer le soutien de l'opinion ottomane à l'Empire. Corollairement, l'influence du Méhémet Ali dont la gouvernance était jugée moderne, s'en trouve diminuée.

Le revers diplomatique infligé par l'Angleterre pousse la France du roi Louis-Philippe à réagir. Cette réaction se structure autour de deux axes complémentaires : un remaniement du personnel et un virage stratégique. Tout d'abord, le Roi des Français s'attache à remanier en profondeur le personnel politique et diplomatique.

Trois changements sont particulièrement importants :

De prime abord, à Constantinople, l'amiral Roussin est remplacé par le comte de Pontois, réputé bien plus favorable au pacha égyptien Méhémet Ali. Ensuite, le roi Louis-Philippe décide de substituer le général Sébastiani, ambassadeur français en Angleterre, par un autre ambassadeur protestant : Guizot. Et enfin, Adolf Thiers succède au maréchal Soult à la direction des Affaires étrangères.

Le deuxième axe de la réaction française prend forme lorsque le monarque français et son ministre des Affaires étrangères, Adolf Thiers, élaborent une nouvelle stratégie diplomatique. Tout en prétendant poursuivre les négociations avec les puissances européennes, la France œuvre activement à créer les conditions d'un arrangement direct entre la

4 J. HAJJAR, *L'Europe et les destinées du Proche-Orient : Le nationalisme arabe syrien entre la Jeune-Turquie et les Puissances (1908-1914)*, IV, Damas, 1996, p. 264.

« *Turquie* » et « *l'Égypte* ». Ce double-jeu repose sur deux postulats selon lesquels la Porte finirait par céder aux incitations françaises d'une part et les puissances européennes n'oseraient pas conclure un traité sans la France d'autre part. La stratégie française va néanmoins se révéler perdante étant donné que les postulats sur lesquels elle était fondée se sont avérés erronés. En effet, la France ne parvient pas à convaincre l'Empire ottoman malgré les efforts diplomatiques du comte Pontois. Bien au contraire, la Turquie presse l'Angleterre de conclure un accord contre l'Égypte. De surcroît, la temporisation de la France n'a pas empêché la conclusion par les puissances européennes d'un traité sans elle. Voire même, ces atermoiements ont accéléré ce processus et cristallisé les alliances contre la France. Trois propositions transactionnelles⁵ sont communiquées aux représentants français mais Thiers n'y voit que le symbole de l'incapacité des puissances européennes à se passer de la France. Il décide donc de ne pas y donner suite malgré les multiples avertissements de Guizot. Finalement, les puissances européennes concluent le traité de Londres qui a imposé des obligations territoriales contraignantes à Méhémet Ali. Conclu sans la France, ce traité sert parfaitement les intérêts de l'Angleterre⁶.

1. L'échec de la France au Mont-Liban : le soulèvement de la Montagne (Mai - Juillet 1840)

La diplomatie française n'est pas l'unique perdante de ces années. Les années 1839-1840 ont également été particulièrement difficiles pour les Maronites du Mont-Liban dont l'opposition au pouvoir égyptien s'est cristallisée très rapidement et a entraîné de nombreuses victimes. Encore favorables à leur prince Béchir II et avec lui à Ibrahim Pacha en 1839, les Maronites prennent leur distance durant l'hiver pour rentrer clairement en opposition avec le dirigeant égyptien à la fin du printemps 1840. Par voie de conséquence, cette crise a fortement détérioré le lien entre les Maronites et l'allié traditionnel français.

Deux responsables principaux ont conduit à cette détérioration rapide des relations entre les Maronites et la France d'une manière indirecte mais surtout directement l'Égypte. En effet, la France a une part de responsabilité dans la mesure où, par son inaction, elle n'a pas empêché l'aggravation de la situation alors qu'elle était la plus apte à le faire. Elle en avait non seulement la capacité mais également le devoir au regard de son rôle au

5 F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, p. 79-82.

6 *Ibid.*, p. 61.

Mont-Liban. Malgré cette position stratégique, les diplomates français, obnubilés par la question d'Orient, sont restés trop longtemps inertes face aux souffrances de leur supposés « *protégés maronites* ». Toutefois, l'Égypte porte la responsabilité principale dans la mauvaise gestion de cette crise. Par une pression fiscale accrue et la menace de la conscription, les dirigeants égyptiens ont durci leur politique à l'égard des montagnards maronites. De plus, l'ordre de restitution de 16,000 fusils offerts « *à vie* » aux Maronites est apparu comme une volonté de désarmement d'une population pourtant « *alliée*⁷ ».

Cette politique présente deux conséquences très graves pour le gouvernement égyptien et son allié, le prince Béchir II au Mont-Liban. Tout d'abord, celle-ci ruine le prestige d'Ibrahim Pacha au sein de la communauté maronite, soupçonné de trahir une population pourtant supposée « *alliée* ». Surtout, ces mesures contribuent à rapprocher les communautés maronites et Druzes. Se sentant exposées aux mêmes menaces, ces communautés s'organisent ensemble en créant par exemple des caisses de secours dans plusieurs villages. Béchir II prend alors des mesures d'apaisement qui n'apaisent pourtant pas le climat de tension. Le consul Bourée témoigne : « *je n'ai pu rencontrer un partisan du vice-roi, (...) un Syrien, cheikh (marquis) ou émir (prince), archevêque ou simple prêtre, Maronite ou Druze, qui ne fût disposé à la révolte au premier signal*⁸ ».

Lorsqu'elle se produit à la fin du printemps 1840, l'insurrection acquiert trois aspects particulièrement alarmants pour les Égyptiens. Tout d'abord, l'ampleur de l'insurrection devient très vite inquiétante. Après s'être répandue dans les régions limitrophes sud du Mont-Liban : du Gharb supérieur, du Jurd, du Chahar et Manassif, elle s'étend sur toute la partie sud de l'émirat. La Békaa voisine est à son tour contrôlée par les insurgés. Se propageant le long du littoral, La révolte atteint très vite Beyrouth qui subit un blocus féroce. Enfin, le Nord du littoral est également en proie aux violences. Ensuite, un soutien populaire massif caractérise cette insurrection. Elle ne séduit pas seulement les masses paysannes mais conquiert également des insurgés aux origines sociales très contrastées. Issus du peuple, les chefs de l'insurrection se joignent aux cadres plus traditionnels. La diversité religieuse y est également représentée puisque certains féodaux maronites rejoignent les rebelles. Des

7 T. TOUMA, *Paysans et institutions féodales chez les Druzes et les Maronites du Liban du XVII^e siècle à 1914*, I, Imprimerie Catholique, Beyrouth, 1971, p. 168-169.

8 A. RUSTOM, *Béchir II entre le Sultan et le Khédive (1804-1841)*, Université Libanaise, Beyrouth, 1956, p. 174.

familles importantes comme les Chéhab ou les Abillama grossissent aussi les rangs des insurgés. Enfin, cette insurrection est préoccupante en raison de sa dimension œcuménique. Cette révolte resserre progressivement les liens entre les communautés libanaises. Ce rapprochement se fait d'abord à la base comme par exemple lors de la célébration, le 27 mai, de l'alliance entre Druzes et Maronites dans l'église maronite de Deir el-Kamar. Puis, il s'étend à d'autres villages de la région par la mise en place de comités multiconfessionnels. Enfin, cette union est célébrée au sommet au couvent de Saint Élie à la ville d'Antelias sur le littoral.

La responsabilité des puissances européennes dans l'alimentation de cette crise n'est pas établie de façon certaine. Si Mustapha Sabry⁹ soutient, sans aucune preuve, que le consul d'Angleterre a attisé ce conflit, les diplomates français nient la responsabilité de leurs homologues britanniques. La plupart des responsables s'entendent en revanche sur la spontanéité de ce mouvement. Cette insurrection serait la conséquence d'une crise sociale relativement ancienne. Cette crise aurait déclenché une manifestation brutale particulièrement mal contenue.

Si la responsabilité des diplomates britanniques dans le déclenchement de l'insurrection n'est pas avérée, le rôle de l'Angleterre dans l'extension et l'amplification de celle-ci ne fait pas de doute. La stratégie séditionnelle anglaise prit au moins trois formes distinctes. Tout d'abord, l'Angleterre s'est engagée dans une campagne active de propagande. En effet, les diplomates anglais cherchent à réconcilier les Montagnards avec le pouvoir turc. Pour cela, ils fournissent une aide financière et matérielle aux rebelles et négocient avec Constantinople d'importantes concessions politiques et fiscales. Richard Wood œuvre à l'octroi d'une large autonomie au Mont-Liban. Cependant, sa confession catholique l'aide à gagner la confiance de la communauté maronite, en occurrence le Patriarche maronite Youssef Hobeich. Il parvient à rédiger des pétitions aux légations étrangères¹⁰ demandant le retour de la Syrie sous le pouvoir ottoman. Ensuite, le gouvernement de Londres prend aussi des mesures concrètes en faveur des insurgés. Lord Egerton et Lord Alverton leur fournissent des armes et des bombes remplies de fusils et de pièces d'artillerie. Enfin, l'Angleterre adopte clairement une stratégie de tension avec l'Égypte. Les conflits, terrestres et maritimes, se multiplient

9 M. SABRY, *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, p. 495-496.

10 M. CHEBLI, *Une histoire du Liban à l'époque des Émirats (1635-1841)*, Publications de l'Université Libanaise, Beyrouth, 1984, p. 320.

entre les autorités égyptiennes et les représentants britanniques. À la suite d'un accrochage début juillet, plusieurs navires de guerres britanniques stationnent devant Beyrouth.

La stratégie anglaise met les diplomates français dans une posture extrêmement difficile. En effet, la France doit choisir entre la puissance égyptienne et la population libanaise. Les désaccords entre le gouvernement français et ses diplomates témoignent de la complexité de la situation.

Dans un premier temps, le consul de France à Beyrouth poursuit une politique d'équilibre entre ses deux alliés. D'ores et déjà, certains français se montrent naturellement proches des Maronites. C'est le cas de jeunes aristocrates légitimistes, de certains filateurs et missionnaires ainsi que de quelques religieux. Cependant, Prosper Bourée essaye de temporiser et conseille aux Maronites de rester prudents. Ces derniers se détournent progressivement du consulat français. Mais c'est bien la crainte de voir les Maronites basculer dans le camp anglais qui pousse le consul français, dans un deuxième temps, à durcir sa position à l'égard d'Ibrahim Pacha. Le consul essaye de négocier avec les Égyptiens des concessions en faveur des insurgés, relaye leurs doléances fiscales et tente de se poser en médiateur du conflit. Parallèlement, il cherche à intéresser son gouvernement au sort des Maronites. Dans un troisième et dernier temps, Prosper Bourée hausse le temps face au gouvernement égyptien. Il retire d'abord son drapeau à la suite de l'agression d'un ressortissant français puis dénonce de plus en plus clairement la politique égyptienne en Syrie et au Mont-Liban. Ainsi, il prend ouvertement parti pour la communauté maronite libanaise.

À l'inverse, la position du gouvernement français est radicalement différente. La politique du gouvernement Thiers comprend également plusieurs phases. Dans un premier temps, les dirigeants français ne semblent pas prêter attention à la situation libanaise. Les correspondances ne montrent pas une préoccupation particulière. Les exactions libanaises n'apparaissent dans les discussions qu'à la fin du mois de juin. Le directeur du Quai d'Orsay, Desages, écrit à Cochelet une lettre sévère à l'égard de Méhémet Ali mais tempère fortement son propos dix jours plus tard en dénonçant la révolte libanaise et en excluant toute possibilité d'indépendance. Le gouvernement français prend réellement conscience de l'ampleur de la révolte au cours du mois de juillet. En colère, Thiers invite Méhémet Ali à « *écraser sur le champ l'insurrection* ». Trop tard, Thiers poussera le dirigeant égyptien et son fils à plus de souplesse mais la souffrance et la rancœur des populations libanaises sera déjà trop forte.

La révolution libanaise n'a ainsi pas duré longtemps. Les forces égyptiennes ont rapidement rompu les sièges des villes importantes et contraint les chefs de l'insurrection à la soumission. La pacification complète du Mont-Liban, inconcevable encore début juillet 1840 est achevée avant la fin du mois. Cette victoire éclair tient à la puissance des forces égyptiennes et à la détermination de Méhémet Ali. Elle est due aussi à deux faiblesses intrinsèques à la révolte libanaise. Premièrement, Michel Chebli et l'ancien Consul Henry Guys soulignent le manque de moyen des insurgés. Deuxièmement, les dissensions internes aux communautés libanaises ont scellé le sort de cette révolte. L'« *union sacrée* » entre Maronites et Druzes n'a pas résisté à l'abandon des druzes séduits par les propositions du prince Béchir II¹¹.

La victoire en trompe l'œil du gouvernement français a trois conséquences désastreuses. Tout d'abord, elle rend définitif le divorce entre les Égyptiens et les Maronites libanais. À la suite des effroyables massacres commis par la puissance égyptienne, le Mont-Liban est perçu comme une menace par cette dernière. Ensuite, le prince Béchir II sort affaibli de cette crise. Même s'il a fait preuve d'habileté manœuvrière, son autorité est fortement réduite. Enfin, le gouvernement français a déçu ses alliés et son influence chez les Maronites en est extrêmement réduite.

2. Les conséquences diplomatiques de la première révolte, le traité du 15 juillet 1840

La conséquence la plus importante de la révolte libanaise réside dans l'impact diplomatique qu'elle produit sur les négociations entre les grandes puissances européennes. Face à cette crise, l'immobilisme français, la duplicité ottomane et l'habileté anglaise ont conjointement contribué à l'un des plus graves revers diplomatiques français. Le 15 juillet 1840, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse signent le traité de Londres dans lequel ils adressent un ultimatum très dur à l'adresse du vice-roi d'Égypte. La France, pourtant incontournable en Orient, est laissée à l'écart du règlement.

Selon l'historien arabe Mustapha Sabry, quatre facteurs ont conduit à l'exclusion de la France. Tout d'abord, la résolution de Palmerston a accéléré la mise en place d'un cadre favorable à un accord en convainquant le gouvernement britannique et les représentants des puissances germaniques. Ensuite, la détresse morale et politique de l'Empire ottoman, exploitée

11 T. TOUMA, *Paysans et institutions féodales chez les Druzes et les Maronites du Liban du XVIII^e siècle à 1914*, I, p. 185.

par le gouvernement britannique, préoccupait les puissances européennes. De surcroît, la crainte d'un arrangement entre Méhémet Ali et le sultan turc incitait l'Angleterre à précipiter les négociations. Mais c'est surtout la révolte libanaise qui a définitivement convaincu les dirigeants européens de l'urgence de la situation et de la nécessité d'agir contre Méhémet Ali¹².

La révolte libanaise apparaît donc comme une rupture à double titre. Sur le plan international, elle a permis l'exclusion de la France du traité de Londres et la coalition des puissances européennes contre Méhémet Ali. Mais surtout, elle constitue un tournant dans les relations entre la France et les Maronites car, pour la première fois, ces derniers ont agi volontairement contre les intérêts français.

3. La défaite éclair de la France en Orient : l'intervention anglaise, la seconde révolte maronite et la liquidation de la présence égyptienne en Syrie (juillet-décembre 1840)

L'affaiblissement diplomatique de la France au Levant se poursuit dans les derniers mois de l'année 1840 malgré les efforts de Thiers pour revenir et peser dans les négociations. Une deuxième révolte libanaise se produit dès la fin du mois d'août 1840. L'approche de la France est cette fois radicalement différente. Le gouvernement français suit de très près les événements et met tout en œuvre pour apaiser la situation mais les Maronites ne sont plus réceptifs aux appels de la France. Toutefois et malgré la confirmation de l'affaiblissement diplomatique français, les événements de l'automne 1840 montrent que la France continue d'avoir une certaine influence dans la région¹³.

4. L'isolement de la France en Europe : l'échec de la politique « expectante et menaçante » de Thiers (juillet-octobre 1840)

Le traité de Londres constitue une humiliation pour la France, tant sur la forme que sur le fond. Sur la forme, la formulation est volontairement offensante pour la France. Non seulement elle n'était pas prévenue avant la conclusion du traité, mais même lorsqu'elle l'a été, ce n'était que très sommairement. Sur le fond, cet accord ravive le souvenir de l'isolement de la France au lendemain des guerres napoléoniennes. À la suite d'une telle humiliation, la France devait réagir.

12 M. SABRY, *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, p. 497.

13 F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, p. 211-218.

Face aux puissances européennes, la politique de l'affrontement est d'abord privilégiée. Le pays est saisi d'une véritable fièvre patriotique. Toutes les couches de la société s'indignent contre le comportement de Londres. La presse dénonce le traitement infligé à la France et évoquent explicitement la perspective d'une guerre. Cette fureur patriotique atteint le sommet de l'État. Dans leur réponse à Palmerston, Thiers et Guizot insinuent clairement que la paix en Europe peut être remise en cause¹⁴. Enfin, la famille royale menace également plus subtilement de la perspective d'une guerre « *révolutionnaire* ». Cette fièvre patriotique s'accompagne aussi de mesures concrètes comme la mobilisation des soldats de classes de 1836 à 1839.

En Orient, une posture plus prudente est adoptée. Tout d'abord, le gouvernement de Thiers tente de dissuader Méhémet Ali d'attaquer directement l'Empire ottoman sous prétexte que ce serait une ruine tant pour la France que pour l'Égypte. Cette dissuasion s'accompagne de conseils stratégiques précis comme par exemple la défense de la Syrie et la temporisation. Thiers affine ensuite cette stratégie en conseillant au gouvernement égyptien de délaissier l'Empire ottoman pour concentrer ses efforts sur le « *verrou* » syro-libanais. On distingue bien ici le retour de l'intérêt de la France pour la région. Surtout, parallèlement à ces conseils, Thiers poursuit ses efforts en faveur d'un arrangement direct entre Turcs et Égyptiens. Pour accélérer ce processus, il envoie en Orient le comte Walewski. L'envoyé extraordinaire a pour mission d'obtenir le pouvoir de négocier à la place de l'Égypte et de lui fournir des conseils pour résister aux puissances européennes. Le vice-roi égyptien rejette catégoriquement ces prétentions et son refus est réaffirmé par les quatre nations européennes coalisées le lendemain. Mais malgré ce premier échec, la France parvient à revenir en tant que médiatrice dans le conflit oriental.

Les puissances européennes ne sont pas impressionnées par la réaction française au traité de Londres. Palmerston (Angleterre) et Metternich (empire Austro-Hongrois) sont persuadés que la France de Louis-Philippe n'osera pas déclencher de guerre en Europe. Quand bien même ce postulat s'avèrerait faux, le prince autrichien reste lucide sur les chances de victoire de la France en raison de son manque cruel d'alliés en Europe¹⁵. L'Angleterre

14 F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, p. 238-240.

15 M. SABRY, *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, p. 510.

et la Russie formulent une réponse plus sévère en menaçant de s'en prendre aux colonies et à la marine française¹⁶.

Cette intransigeance conduit le gouvernement français à assouplir sa position. La volonté de « *calmer le jeu* » apparaît tout d'abord chez Louis-Philippe qui se désolidarise de Thiers. Ce dernier ne tarde pas non plus à modérer sa politique en faisant parvenir deux projets alternatifs au gouvernement anglais. Dans le premier, la France accepte de renoncer à l'hérédité de Méhémet Ali, tandis que dans le second, elle propose de négocier, au nom du pacha, avec les puissances européennes sur le sujet de l'octroi de l'Égypte et de la Syrie au vice-roi. Ces projets sont rejetés par le gouvernement anglais.

Le bilan de la politique de Thiers en Europe apparaît très négatif car ni ses menaces, ni ses ouvertures n'ont fait douter les alliés. Cette politique n'est pas plus heureuse à Constantinople, où la mission de Walewski tourne court. L'hostilité presque viscérale du sultan et de certains ministres pour Méhémet Ali s'ajoute au front commun formé par les ambassadeurs des quatre pays signataires du traité de Londres pour aboutir le 14 septembre 1840, à la déchéance pour le vice-roi, de son titre de pacha d'Égypte (gouverneur). La France, pour laquelle cette sentence est très défavorable, dispose d'un dernier atout dans son jeu : la capacité de résistance de Méhémet Ali.

Deux issues sont envisagées à cette crise par François Charles-Roux¹⁷. Dans la première, les quatre puissances « *se décident à un effort militaire qui (...) faisait tout exploser en Orient* ». Alors la France passait le Rhin et les Alpes. Dans la seconde, les quatre puissances cherchent une issue diplomatique à la crise et alors, la France redevenait l'arbitre de la situation. Les Maronites du Mont-Liban se retrouvaient donc une nouvelle fois, les arbitres de cette crise orientale. Cependant, la situation en septembre 1840 présentait deux différences. Tout d'abord, elle est bien plus grave pour la France et l'Égypte qui risquent une réelle défaite et non pas simplement l'érosion de leur influence. Surtout, l'attitude de la diplomatie française a nettement évolué. Plus attentifs au malaise des Maronites libanais, les français sont mieux armés à la subversion anglaise.

16 J. HAJJAR, *Les chrétiens uniates du Proche-Orient*, Seuil, Paris, 1995, p. 304.

17 F. CHARLES-ROUX, *Thiers et Méhémet-Ali*, Plon, Paris, 1951, p. 113.

5. L'impuissance française au Mont-Liban : l'intervention alliée et l'insurrection maronite (septembre-octobre 1840)

De toutes les défaites subies par la France dans la crise orientale, celle essuyée au Mont-Liban en septembre – octobre 1840 apparaît incontestablement comme la plus douloureuse. Les Français n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts auprès de Méhémet Ali mais aussi auprès des « *autorités* » traditionnelles libanaises, sans que cela n'empêche toutes les confessions libanaises confondues de rallier massivement le camp des coalisés. Cette défaite peut se décomposer en trois phases. Tout d'abord, une intense opération de propagande des Anglais qui donne de maigres résultats. Ensuite, l'attaque des villes côtières réussie par les forces anglo-ottomanes qui provoquent un embrasement du Mont-Liban et la déroute de l'armée égyptienne. Enfin, les missions d'« *apaisement* » de Thiers, trop tardives et stériles pour réussir.

Le traité de Londres a eu des répercussions importantes au Mont-Liban en ce qu'elle a redonné à la subversion anglaise une énergie et une capacité de nuisance qu'elle avait en partie perdue depuis le soulèvement des Maronites. Les Anglais s'efforcent d'abord de ranimer le courage des Libanais (Druzes et Maronites) en appelant ouvertement à la rébellion contre le pouvoir égyptien. Puis, ils ont recours à de réelles mesures d'intimidation. Par exemple, le commodore Napier somme le gouverneur Nami Bey de lui livrer la ville de Beyrouth et appelle clairement à l'insurrection. Par ailleurs, les puissances alliées n'hésitent pas à faire courir de faux bruits sur les Français et sur leurs intentions. Enfin, les Anglais recourent amplement à l'arme de la corruption. Par exemple, le consul anglais de Beyrouth, M. Basily fait des offres au général de l'armée égyptienne Soliman Pacha (d'origine française, il est un ancien capitaine de l'armée de Napoléon) au nom du sultan. Le général français se voit offrir l'administration héréditaire de la Crête ou de Chypre. Le prince Béchir II est lui aussi très tôt approché.

Ces manœuvres de déstabilisation ont néanmoins un effet limité. Soliman Pacha ne cède ni aux menaces et aux ouvertures des anglais, tout comme le vieil émir Béchir II. La plus grande déconvenue des Anglais intervient cependant dans la Montagne libanaise, où ils ne parviennent pas à soulever les populations libanaises à cause de l'attentisme des Libanais et en particulier de Béchir II. La région de Tripoli fait néanmoins figure d'exception à ce sujet. La vraie raison de ce « *fiasco* » tient néanmoins à la vigilance des Égyptiens et de leurs mentors français. Ibrahim Pacha décide de revenir au Mont-Liban et le général Soliman Pacha décrète la côte syrienne en état de siège. Le maintien de l'ordre est confié à l'autorité militaire. L'émir Béchir II

quant à lui adresse une proclamation menaçant de mort les citoyens libanais qui recevraient des armes ou munitions des Anglais. En dépit des manœuvres anglaises, les positions égyptiennes étaient donc encore solides au début du mois de septembre. Tandis que le corps expéditionnaire allié semblait bien modeste face à l'imposante armée égyptienne¹⁸.

Cependant, deux facteurs tendent à renverser ce rapport de force : les succès remportés sur le littoral par les forces alliées et surtout, le soulèvement de la Montagne. Mais aussi, l'échec égyptien apparaît comme une étape décisive dans le règlement de la crise orientale. Il tient bien sûr à la détermination, à l'habileté tactique des Britanniques. Mais il est surtout dû à la révolte massive des Libanais : Druzes et Maronites¹⁹.

L'attaque anglo-turque prend d'emblée trois formes. Elle se traduit d'abord par un bombardement des villes littorales (Beyrouth notamment) destiné à démoraliser les forces égyptiennes. Ensuite, les alliés paralysent les troupes en coupant les voies de communication et en particulier, la route stratégique du littoral. L'acheminement devient plus difficile en ce qu'il se fait par la route de la Montagne. Enfin, les alliés remportent une victoire importante dans la baie de Jounieh. Ces succès n'avaient pourtant encore rien de décisif. Les Égyptiens restaient bien implantés dans la Montagne. Le général égyptien Osman Pacha occupait la région de Mayrouba en pleine zone de Keserwan (le fief maronite) soutenu par le prince Khalil Chéhab, fils de l'émir Béchir II, tandis qu'Ibrahim Pacha était établi dans la région du Metn²⁰ (aussi une zone maronite). Le but du généralissime était de gagner du temps, ce qui pourrait gêner sérieusement les Anglais. Ces derniers semblaient même à deux doigts d'abandonner la partie fin septembre.

Cependant, le soulèvement de la Montagne maronite constitue le facteur décisif qui finit par avoir raison de la stratégie égyptienne. Comme lors du premier soulèvement, ce sont les Maronites qui jouent le premier rôle avant que les autres communautés finissent par les rejoindre. Ce soulèvement revêt une importance capitale. Les Maronites ont d'abord permis aux alliés de prendre pied dans la Montagne. La révolte libanaise a surtout précipité la débâcle de l'armée égyptienne. Cet effondrement peut être divisé en deux phases d'inégale importance. Tout d'abord, c'est sur le littoral que les

18 L. FAUCHER, *La Question d'Orient d'après les documents anglais*, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 2015, p. 46.

19 A. RUSTOM, *Béchir II entre le Sultan et le Khédive (1804-1841)*, p. 192.

20 M. CHEBLI, *Une histoire du Liban à l'époque des Émirats (1635-1841)*, p. 333.

Égyptiens subissent leurs premiers revers. Conséquence de la poussée anglo-turque et de la stratégie attentiste d'Ibrahim Pacha, les égyptiens perdent les places palestiniennes, à l'exception d'Acre. Les villes côtières libanaises, comme Beyrouth, résistent un peu plus longtemps mais finissent par tomber. Ensuite, les combats ne tardent pas à se transporter dans la Montagne²¹. Les montagnards libanais, une fois encore, déterminent alors, l'issue du « *face à face* ». Ce sont eux qui parviennent à percer le dispositif défensif égyptien en infligeant deux sévères défaites à Osman Pacha.

Ce succès spectaculaire a des conséquences importantes. Tout d'abord, il accélère la retraite de l'armée égyptienne. Et hâte la défection de l'émir Béchir II. Ce dernier prêtait déjà une oreille attentive aux appels des Ottomans et de l'amiral anglais Stopford mais finit par céder à leurs avances lors des premières défaites égyptiennes, ce qui n'empêchera pas sa destitution au profit de Béchir III. Ibrahim Pacha parvient à se maintenir dans la Békaa mais l'armée égyptienne finit par céder. Cette dernière défaite s'explique par au moins trois raisons. La première tient à l'évolution du rapport de force entre les deux camps. En effet, les alliés peuvent compter sur le soutien de plus en plus massif des insurgés libanais²². De plus, cette déconvenue s'explique par la situation générale de la Syrie qui commence à agiter fortement. Enfin, la retraite égyptienne peut s'expliquer par la chute du port d'Acre.

Le soulèvement de la Montagne libanaise ne représente pas seulement un échec cuisant pour les Égyptiens. Il constitue aussi une terrible déception pour la diplomatie française. Surtout que, contrairement à la crise de mai-juin 1840, celle-ci n'est pas restée inactive mais a tout tenté pour apaiser les Maronites. Les Français multiplièrent, tout d'abord, les démarches auprès des autorités traditionnelles de la Montagne. Puis, une fois les hostilités officiellement entamées, les consuls français de Beyrouth et de Damas envoyèrent leurs collaborateurs auprès des insurgés. De son côté, Thiers multiplie les interventions en faveur des Libanais auprès de Méhémet Ali. Surtout, il envoie deux missions dans le Levant pour convaincre ce dernier d'assouplir sa répression à l'égard des populations libanaises et les détourner de la propagande anglo-turque. Ces deux missions, bien que prometteuses et pertinentes, n'ont pas eu les résultats escomptés. Celle du P. Etienne tourne court lorsque les navires de guerre anglais arrivent en vue de Saïda.

21 H. GUYS, *Beyrouth et le Liban : Relation d'un séjour de plusieurs années dans ce pays*, Nabu Press, Washington, 2010, p. 260.

22 L. FAUCHER, *La Question d'Orient d'après les documents anglais*, p. 50-52.

La multiplication des combats le conduit à abroger sa mission. La deuxième, celle de M. de Bertou, n'est guère plus fructueuse. Après plusieurs entrevues avec des personnes « *jouissant d'une grande considération*²³ », l'historien français décide finalement de se replier sur Beyrouth, où il demeure jusqu'à son rappel en mars 1841.

Ces missions, qu'elles soient « *consulaires* » ou « *gouvernementales* », présentent de remarquables convergences, tant dans l'analyse qu'elles font de la situation libanaise, tant au niveau des solutions qu'elles préconisent. Tout d'abord, toutes insistent sur la situation déplorable des populations libanaises et notamment la misère des villages. De plus, ces missions s'entendent sur les causes véritables de la révolte. Elle découle selon eux de la tyrannie oppressive du prince Béchir II. Les rapports des émissaires n'en contiennent pas moins des motifs de satisfaction. Les diplomates soulignent la sourde hostilité des populations locales pour les Anglais. Rassurants sur le fonds, ces rapports contiennent cependant aussi de sérieuses mises en garde. En apportant aux populations désesparées du Mont-Liban une aide à la fois militaire et humanitaire, les Anglais ont, peu à peu, su se faire accepter. Certains agents « *de terrain* » signalent surtout, à partir d'octobre 1840, une dernière évolution : le recul de l'influence française chez les Maronites. Celle-ci est clairement mise en évidence par le chancelier du consulat de Beyrouth, M. Jouannin qui note à propos des Maronites que « *mon titre d'employé français (...) rendait leur hospitalité, je ne dirais pas malveillante, mais du moins soupçonneuse et contrainte*²⁴ ». Les médiateurs français avancent aussi les mêmes solutions. Ils cherchent, tout d'abord, à arracher aux Égyptiens des concessions en faveur des Maronites. Par exemple, M des Méloizes n'hésite pas à harceler Soliman Pacha pour obtenir la libération d'un certain nombre de rebelles maronites emprisonnés. Le comte Bertou formule deux autres revendications : l'abolition pure et simple, non du seul taxe « *ferdé* », mais de toutes les innovations fiscales égyptiennes depuis 1832, et surtout le rétablissement des privilèges du Mont-Liban. Il milite pour une autonomie du Mont-Liban confinante à l'indépendance. Les émissaires suggèrent aussi d'envoyer au plus vite possible une aide financière aux habitants maronites de la Montagne.

Pour conclure, ces missions apparaissent avec le recul, tout à fait remarquables, tant dans la qualité de leur analyse que dans la pertinence de leurs propositions. Ces tentatives de médiation se sont pourtant soldées d'un

23 J. HAJJAR, *Les chrétiens uniates du Proche-Orient*, p. 310.

24 M. CHEBLI, *Une histoire du Liban à l'époque des Émirats (1635-1841)*, p. 335.

échec cuisant. Non seulement, les émissaires français n'ont pas pu empêcher le soulèvement mais, pire, ils ne semblent pas, une fois le mouvement lancé, avoir pesé d'une quelconque manière sur les événements.

L'échec final de la diplomatie française tient à des causes très subtiles. Beaucoup d'entre elles sont à chercher dans les missions françaises elles-mêmes. Celles-ci présentaient effectivement trois faiblesses rédhibitoires. Tout d'abord, l'insuffisance des propositions. Face aux généreuses promesses des Anglais, aussi bien sur le plan fiscal (trois ans d'exemption d'impôts), que politique (respect des traditions libanaises, large autonomie de la Montagne), qu'avaient à offrir les diplomates français rien ou quasiment rien. Ce n'est qu'une fois le Mont-Liban « libéré » que le comte de Bertou évoqua, pour la première fois, l'idée d'une principauté libanaise²⁵. Instruits par l'expérience, et notamment par les manœuvres d'Ibrahim Pacha en 1838-1839, les Maronites étaient peu enclins à les croire. Ensuite, la stratégie française de jouer sur la fibre religieuse confessionnelle. Cette stratégie se heurta à un obstacle infranchissable : la participation de l'Autriche, autre puissance catholique, à l'expédition. Par ailleurs, l'échec de la diplomatie française tient aussi à son manque flagrant de moyens. Moyens militaires tout d'abord. Jamais, malgré les appels répétés des diplomates français, le gouvernement de Thiers ne s'est décidé à envoyer la flotte en vue des côtes libanaises. Moyens financiers surtout. Accaparé visiblement par d'autres sujets, le cabinet de Thiers ne débloqua jamais aucune aide malgré les appels de M. Jouannin. Enfin, les missions françaises ont surtout été trop tardives. La mission du P. Etienne aurait dû prendre la route de la Montagne libanaise bien avant, une fois connu, par exemple, l'ultimatum des alliés. De même pour le périple du comte de Bertou. Lorsque l'historien foule enfin le sol du Liban, cela fait déjà plusieurs jours que les Égyptiens ont été chassés du versant ouest de la Montagne²⁶.

Mais le fiasco diplomatique français présente aussi plusieurs explications extérieures aux missions françaises. Il tient pour une large part à l'habileté des Britanniques. Grâce à un long travail de subversion, grâce aussi à la ténacité de leurs chefs militaires et politiques. Ces derniers ont réussi à rallier à leur cause des populations au départ réticentes. Il s'explique surtout par le désespoir des Maronites. Ruinés par les combats de juin-juillet 1840, soumis

25 H. GUYS, *Beyrouth et le Liban : Relation d'un séjour de plusieurs années dans ce pays*, p. 268-270.

26 A. ISMAÏL, *Histoire du Liban du XVII^e siècle à nos jours. Redressement et déclin du féodalisme libanais (1840-1861)*, IV, Librairie Orientale, Beyrouth, 1958, p. 96.

aux violences égyptiennes, ceux-ci n'avaient finalement, comme le résume Bertou, pas grand-chose à perdre à se soumettre au sultan²⁷. Surtout, un autre facteur a joué contre les missions françaises : l'attitude des congrégations religieuses européennes. En effet, leur tâche a d'abord été compliquée par la présence des missionnaires bibliotes anglo-américains. Ces derniers sillonnèrent la Montagne pour soulever les populations druzes. En échange de leur ralliement, celles-ci se voyaient promettre la protection consulaire anglaise et la construction d'écoles. Lâchant finalement les Égyptiens et leur ami l'émir, les Druzes entrèrent à leur tour en révolte. Le coup le plus dur porté à la politique conciliatrice de la France est cependant venu d'un groupe catholique, celui des Pères Jésuites. Tandis que l'historien Joseph Hajjar les décrit comme des fauteurs de troubles, quant à lui, un autre historien libanais maronite, le père Karam Rizk se montre plus prudent, évoquant seulement leurs liens ambigus avec les consuls anglais et autrichiens²⁸. En fait, leur degré d'implication semble avoir fortement varié selon les pères. Par exemple, plusieurs indices portent à croire que le père jésuite Ryllo, déjà très hostile à Méhémet Ali en juillet 1840, a poursuivi dans les semaines suivantes sa croisade égyptienne. L'hostilité des diplomates français à son égard, la bienveillance témoignée par les Ottomans et les diplomates de la coalition ont fortement favorisé ce rôle. Certains jésuites ont choisi de soutenir ouvertement l'insurrection.

À la réflexion pourtant, ces missions n'ont pas été totalement infructueuses. À défaut d'inverser le cours de la révolte, elles ont eu le mérite de montrer aux populations de la Montagne que la France ne se désintéressait pas de leur sort. Leur échec final ne doit surtout pas cacher le travail de fond mené par deux acteurs clés de l'influence française dans la région : le consulat de Beyrouth et la congrégation des Lazaristes. Agissant pour le compte du consul, le supérieur du collège d'Antoura, père M. Leroy est intervenu maintes fois auprès des autorités alliées mais aussi égyptiennes ce qui permit d'éviter les effusions de sang²⁹. Ce travail humanitaire devait avoir, pour l'influence française au Mont-Liban, des conséquences bien plus durables.

27 M. CHEBLI, *Une histoire du Liban à l'époque des Émirats (1635-1841)*, p. 342.

28 K. RIZK, *Le Mont-Liban au XIX^e siècle de l'Émirat au Mutasarrifiya : Tenants et aboutissants du Grand-Liban*, Publications Université Saint-Esprit, Kaslik, 1994, p. 204.

29 C. DONZEL-VERDEIL, *La mission jésuite du Mont-Liban et de Syrie (1830-1864)*, Les Indes savants, Paris, 2011, p. 140.

6. Les conséquences diplomatiques de la révolte libanaise : la capitulation française dans la question syrienne

Le soulèvement des Maronites libanais n'a pas seulement eu des conséquences locales. Il a aussi accéléré la conclusion de la crise orientale.

L'attaque du Mont-Liban et plus encore, l'effondrement de l'armée égyptienne a eu pour effet de modifier, en profondeur, la politique française en Orient. En ce que le gouvernement de Paris amorce un repli stratégique laissant son allié égyptien seul face aux alliés. Tout d'abord, le premier recul intervient dès le mois d'octobre 1840. Thiers fait parvenir une note à son homologue britannique dans laquelle il annonce de nouvelles concessions. Certes, par le ton ferme de celle-ci, Thiers s'efforce d'impressionner ses partenaires européens mais en réalité, cette note signe la capitulation de la France dans la question syrienne. En effet, le ministre renonce à toute revendication territoriale pour le pacha de l'Égypte. De plus, il rappelle la flotte française du Levant à Toulon. Ensuite, le repli de la diplomatie française s'accélère à la fin du mois. Louis-Philippe décide de se séparer de Thiers, qui doit démissionner³⁰. L'arrivée aux commandes de l'anglophile Guizot marque l'abandon définitif pour la France, de Méhémet Ali. L'objectif de Guizot est en effet de sortir la France du guêpier égyptien en laissant Méhémet Ali traiter seul avec les alliés. À partir de la mi-novembre, Guizot décide de se retirer purement et simplement du conflit oriental. Desages écrit à Cochelet : « *Il faut que Méhémet Ali se dise qu'il est pour ce qui le concerne, seul face aux alliés. (...) Le vent est tout à la paix ici*³¹ ». Guizot conseille à son représentant à Constantinople « *un rôle d'observation et d'attente* ». Paris se résigne ainsi à assister, en simple spectateur, aux derniers développements de la crise égyptienne.

Réduite à un simple face à face entre Méhémet Ali et les puissances alliées, la crise égyptienne va mettre de longs mois à s'achever. La parution du commodore Napier devant Alexandrie en constitue la première étape. Le vice-roi envoie son bras droit pour négocier avec l'officier britannique. Une convention est signée le 27 novembre 1840 par laquelle le vice-roi se voit garantir la possession héréditaire de l'Égypte en échange de la restitution immédiate de la flotte ottomane et de l'évacuation de la Syrie. Méhémet Ali décide de rapatrier au plus vite ses troupes de Syrie.

30 F. CHARLES-ROUX, *Thiers et Méhémet-Ali*, p. 235.

31 *Ibid.*, p. 267.

La révolte libanaise (Druze-Maronite) a donc eu des conséquences internationales considérables. Elle a tout d'abord contraint Méhémet Ali à rabattre ses prétentions face aux alliés. Et elle a porté surtout un coup particulièrement rude à la diplomatie française. Le comte Pontois écrit à Cochelet « *il ne nous reste plus (...) qu'à courber la tête*³² ». L'analyse la plus lucide, non seulement de la situation de la France mais aussi des erreurs commises par sa diplomatie, n'émane pas que des diplomates de métier. L'écrivain français Alphonse Royer, de passage à Constantinople, écrit : « *Il est impossible de ne pas se demander avec un cruel serrement de cœur comment il se fait que le gouvernement français (...) n'ait pas connu, avant d'agir, l'état physique et moral de l'Égypte et de la Syrie*³³ ».

7. Des lendemains de crise douloureux : éclipse dans l'influence française et inquiétudes maronites

Les conséquences de la crise égyptienne ont été durables et néfastes pour la France, comme pour la communauté maronite libanaise. Pour le gouvernement de Paris, cette crise aboutit à un abaissement diplomatique en Égypte mais également au Mont-Liban où les agents français se trouvent confrontés à l'hostilité affichée des autorités ottomanes et à la concurrence effrénée des autres puissances européennes.

Cette crise s'est aussi bien vite retournée contre les Maronites. Certes, l'intervention anglo-turque a produit des bienfaits à court terme comme la suppression de la conscription et du travail forcé, mais elle a également eu des effets pervers. Tout d'abord, elle s'est traduite par le rétablissement brutal de l'autorité ottomane directe sur le Mont-Liban. Ensuite, elle a été suivie d'une remontée dangereuse des tensions communautaires, notamment entre Druzes et Maronites. Libératrice à ses débuts, la fin de la parenthèse égyptienne ouvre donc pour eux une longue période d'incertitude.

8. L'abaissement de la France en Orient et au Mont-Liban

La France sort profondément affaiblie de la crise de 1840 et surtout, dans l'arène diplomatique. Commencé avec l'accord de Londres, l'isolement français va se prolonger jusqu'au règlement définitif de la question d'Orient en juillet 1841.

32 F. CHARLES-ROUX, *Thiers et Méhémet-Ali*, p. 277-278.

33 F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, p. 48.

Certes, une partie de cette marginalisation est due au gouvernement français. En fait, le consul François Guizot poursuit une politique d'« *isolement calculé* » qui a pour objectif d'isoler la question égyptienne du problème plus général des rapports entre l'Europe et l'Empire ottoman. Mais cet isolement n'est pas seulement choisi, il est également subi. La France se retrouve face à l'ostracisme de la Russie et de l'Angleterre. Comme devait l'expliquer plus tard Guizot, « *le Tsar Nicolas trouvait qu'il en avait assez fait en abandonnant ses prétentions de prépondérance exclusive à Constantinople, et en laissant tomber le traité d'Unkiar-Skelessi pour rompre l'intimité de l'Angleterre avec la France* ». Quant au Lord Palmerston, il « *désirait se retrouver en bons termes avec la France, mais pourvu que ce rapprochement ne lui fit rien perdre de la complaisance que la Russie venait de témoigner à l'Angleterre et des sacrifices qu'elle lui avait fait*³⁴ ».

Rien n'illustre mieux l'isolement de la France que la dernière phase de la crise égyptienne. Le sort de Méhémet Ali a été ardemment débattu à Londres entre janvier et juillet 1841. Tandis que Palmerston voulait se débarrasser de lui, d'autres dirigeants penchaient pour une solution moins radicale. Or, à aucun moment, la France n'a pu peser sur cette décision. Si finalement, le ministre anglais a échoué dans son entreprise, ce n'est nullement à cause de la France mais en l'occurrence grâce au gouvernement de Vienne, et surtout de Metternich, fondamentalement opposé à la liquidation du vice-roi. Sous sa pression diplomatique efficace, Méhémet Ali reçut le pachalik (province) du Caire à vie et après lui pour sa descendance³⁵.

La faiblesse de la France se lit dans les conditions mêmes de sa réintégration dans le concert européen. Certes désireux comme Louis-Philippe de rompre avec l'isolement de la France, Guizot n'était pas prêt à le faire à n'importe quel prix. La seule « *porte convenable*³⁶ » ne pouvait être qu'un accord général sur les rapports entre l'Europe et l'Empire Ottoman. Dès le mois de décembre 1840, le gouvernement français s'employa à rédiger un texte ambitieux sur les affaires orientales qui déboucha sur une initiative retentissante. Guizot proposa aux autres puissances européennes un acte général sur quatre questions clefs : la neutralisation des routes commerciales stratégiques (Suez et l'Euphrate), l'intégrité de l'Empire ottoman, la protection des populations chrétiennes de Syrie et la clôture des détroits.

34 F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, p. 79.

35 J. HAJJAR, *Les chrétiens uniates du Proche-Orient*, p. 321.

36 M. SABRY, *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, p. 323.

Cette proposition audacieuse se heurta d'emblée au refus hautain des autres puissances européennes.

Le retour de la France dans le concert européen se fit aux conditions anglaises. Le 13 juillet 1841, les représentants des cinq puissances signèrent la convention européenne sur les détroits (Bosphore et Dardanelles). Le premier semestre de l'année 1841 apparaît donc comme une période particulièrement faste pour l'Angleterre. Grâce à sa ténacité, elle a réussi à prendre sa revanche sur ses deux rivales traditionnelles en Orient, la Russie et la France. Les deux traités de Londres correspondent en effet exactement aux deux objectifs prioritaires de la diplomatie anglaise : protéger la route des Indes en refoulant Méhémet Ali en Égypte et desserrer l'étreinte russe autour de Constantinople³⁷.

La France sort en revanche terriblement affaiblie de l'« *aventure égyptienne* ». En effet, en l'espace d'un an, elle a subi des défaites majeures : la première face à la diplomatie anglaise à Londres en juillet 1840, la seconde avec l'effondrement de la puissance égyptienne en Syrie la même année. Enfin, la France a dû supporter un isolement beaucoup plus long que prévu.

L'affaiblissement de la France ne se fait pas seulement sentir dans l'arène diplomatique. La crise orientale a aussi gravement sapé ses positions au Mont-Liban et en Syrie.

Dans ces deux régions, ses agents font face à l'hostilité prononcée de l'administration ottomane qui ne tarde pas à avoir des conséquences négatives. Tout d'abord, les diplomates français subissent une « *quarantaine politique*³⁸ ». Ils ne parviennent plus à défendre efficacement leurs ressortissants ni à protéger leurs « *clients* » traditionnels. Des violences importantes ont lieu à Beyrouth et à Damas. Celles-ci ne prennent véritablement fin qu'au cours de l'automne suivant. Guizot intervient et adresse à la Porte Sublime une protestation officielle assortie de sévères menaces.

9. La position précaire des Maronites au Mont-Liban

Les Maronites sont également victimes du retrait égyptien. Paradoxalement, alors qu'ils étaient les artisans de la révolte contre Ibrahim Pacha et par conséquent de sa chute, ils auraient dû, en toute logique, en être les principaux bénéficiaires. Mais ils se retrouvèrent pourtant en position particulièrement désagréable. Ils doivent tout d'abord faire face au retour

37 F. GUIZOT, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, p. 128.

38 L. FAUCHER, *La Question d'Orient d'après les documents anglais*, p. 115.

en force du pouvoir turc. Oubliant ses promesses, le pouvoir turc manifeste clairement sa volonté de reprendre en main le Mont-Liban en y instaurant une administration directe. Cette politique de recentralisation prend deux formes : militaire et fiscale³⁹.

Sur le plan militaire, l'occupation de l'armée ottomane dans la Montagne libanaise se prolonge dans les premiers mois de l'année 1841, malgré les engagements pris par la Porte Sublime. Cette situation, en rupture complète avec les « *traditions libanaises* » génère de fortes tensions. Des exactions sont commises par les soldats à l'encontre des populations autochtones. Sous la pression des consuls d'Angleterre, de Russie, d'Autriche et de la Prusse, la Porte Sublime doit ordonner le repli⁴⁰.

Sur le plan fiscal, la Porte trahit sans vergogne ses engagements. Les habitants de la Montagne s'attendaient à être exemptés d'impôts au pire pour la seule année 1841. Or, entre décembre 1840 et avril 1841, le gouvernement de Constantinople prend deux décisions qui frappèrent durement la Montagne. Tout d'abord, il invite les Libanais à verser au Trésor ottoman toutes les sommes non perçues par l'administration égyptienne. Surtout, le Mont-Liban est victime de la réforme fiscale entreprise par les Ottomans qui instaure une taxe de 9% sur le commerce intérieur qui frappe doublement les Libanais. Les notables maronites ainsi que le Patriarche Youssef Hobeiche entrent en résistance contre les administrateurs ottomans qui finissent par céder, et le gouvernement turc ramène le tribut de la Montagne libanaise à un niveau inférieur à celui qui était sous le gouvernement du prince Béchir II Chéhab.

À la fin de l'été, l'émirat redevient ainsi ce qu'il fut sous le grand émir Béchir II : une entité politique protégée et privilégiée, mais les Libanais conservent un goût amer de cet épisode. Surtout, la Porte a clairement dévoilé ses intentions : réduire à néant les autonomies locales dans les provinces arabes. Les Libanais savent donc qu'ils auront à lutter contre une nouvelle menace : la centralisation ottomane⁴¹.

39 M. MA'OZ, *Ottoman Reform in Syria and Palestine 1840-1861: The Impact of the Tanzimat on Politics and Society*, Oxford University Press, London, 1968, p. 15.

40 M. JOUPLAIN, *La question du Liban : Étude d'histoire diplomatique et de droit international*, Ulan Press, Washington, 2010, p. 260-261.

41 C. H. CHURCHILL, *The Druzes and the Maronites under the Turkish rule from 1840 to 1860*, Sottiswoode and Co., England, 1862, p. 79.

Très vite, ces derniers se retrouvent confrontés à un autre défi redoutable : le retour des tensions communautaires. Celles-ci tiennent, tout d'abord, à l'attitude adoptée par les Maronites du Mont-Liban eux-mêmes. En soutenant les opérations de pacification d'Ibrahim Pacha, ils se sont attiré la haine des populations musulmanes. En jouant un rôle dans la révolte du Hauran, les Druzes du Chouf se sont détournés contre eux. Ils finissent par renouer une alliance avec ces derniers, symbolisée par les serments croisés de Deir el-Kamar et d'Antélias. Cette réconciliation reste cependant fragile et des incidents mineurs mais significatifs éclatent. La rancœur des Druzes est quant à elle, de plus en plus significative⁴².

10. Une crise riche d'enseignement : vers une refondation des liens franco-maronites

La période égyptienne n'a pas eu seulement pour effet de dégrader les positions respectives de la France et des Maronites au Mont-Liban. Elle a aussi bouleversé en profondeur la nature de leur relation.

La crise a d'abord provoqué un relâchement très net des liens franco-maronites. Ce refroidissement se manifeste surtout du côté des Maronites libanais qui, déçu par l'attitude de Thiers, semblent prendre leurs distances avec leur protectrice traditionnelle. On peut le voir chez les notables mais aussi – plus grave – à la tête de l'Église maronite chez le Patriarche Hobeich. Ce dernier qui soutenait jusqu'à présent et sans réserve le prince Béchir II et la politique française, sonna la cloche d'alerte. La prolongation de la présence britannique au Mont-Liban et la générosité intéressée des officiers britanniques ont eu pour effet d'accentuer ce refroidissement.

La période égyptienne a surtout modifié la nature des relations franco-maronite. Ce constat est bien sûr vrai pour la France qui ne voyait dans les Maronites du Mont-Liban que des populations passives et dépendantes. Les soulèvements de ces deniers ont eu le mérite d'ouvrir les yeux des dirigeants français comme en témoigne le comte de Bertou ou le consul Bourée. Le regard porté par les Maronites sur leur protectrice traditionnelle a également évolué. Après un net refroidissement dû à l'attitude de Thiers et l'indifférence apparente de Guizot, les premiers signes d'une réconciliation apparaissent grâce aux démarches des diplomates français mais aussi grâce à l'amère déception des Maronites.

42 K. RIZK, *Le Mont-Liban au XIX^e siècle de l'Emirat au Mutasarrifiya : Tenants et aboutissants du Grand-Liban*, p. 303.

Les années 1831-1841 constituent donc une période de refondation. Refondation politique tout d'abord, mais refondation culturelle ensuite. La voie est désormais ouverte pour un approfondissement des liens entre les deux nations⁴³.

43 P. GHALEB, *La France amie et protectrice*, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1924, p. 29-34.

BIBLIOGRAPHIE

- CHARLES-ROUX F., *Thiers et Méhémet-Ali*, Plon, Paris, 1951.
- CHEBLI M., *Une histoire du Liban à l'époque des Émirats (1635-1841)*, Publications de l'Université Libanaise, Beyrouth, 1984.
- CHURCHILL C. H., *The Druzes and the Maronites under the Turkish rule from 1840 to 1860*, Sottiswoode and Co., England, 1862.
- DONZEL-VERDEIL C., *La mission jésuite du Mont-Liban et de Syrie (1830-1864)*, Les indes savants, Paris, 2011.
- FAUCHER L., *La Question d'Orient d'après les documents anglais*, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, 2015.
- GHALEB P., *La France amie et protectrice*, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1924.
- GUIZOT F., *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, IV-V, Michel Lévy frères, 1858-1867.
- GUYS H., *Beyrouth et le Liban : Relation d'un séjour de plusieurs années dans ce pays*, Nabu Press, Washington, 2010.
- HAJJAR J., *L'Europe et les destinées du Proche-Orient : Le nationalisme arabe syrien entre la Jeune-Turquie et les Puissances (1908-1914)*, IV, Damas, 1996.
- HAJJAR J., *Les chrétiens uniates du Proche-Orient*, Seuil, Paris, 1995.
- ISMAÏL A., *Histoire du Liban du XVII^e siècle à nos jours. Redressement et déclin du féodalisme libanais (1840-1861)*, IV, Librairie Orientale, Beyrouth, 1958.
- JOUPLAIN M., *La question du Liban : Étude d'histoire diplomatique et de droit international*, Ulan Press, Washington, 2010.
- MA'OZ M., *Ottoman Reform in Syria and Palestine 1840-1861: The Impact of the Tanzimat on Politics and Society*, Oxford University Press, London, 1968.
- RIZK K., *Le Mont-Liban au XIX^e siècle de l'Émirat au Mutaşarrıfıya: Tenants et aboutissants du Grand-Liban*, Publications Université Saint-Esprit, Kaslik, 1994.
- RUSTOM A., *Béchar II entre le Sultan et le Khédive (1841-1804)*, Université Libanaise, Beyrouth, 1956.
- SABRY M., *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849). Égypte, Arabie, Soudan, Morée, Crète, Syrie, Palestine : histoire diplomatique d'après des sources privées et des documents inédits recueillis aux archives du Caire, de Paris, de Londres et de Vienne*, P. Geuthner, Paris, 1930.
- TOUMA T., *Paysans et institutions féodales chez les Druzes et les Maronites du Liban du XVII^e siècle à 1914*, I, Imprimerie Catholique, Beyrouth, 1971.